



Distribution: générale

Date: 16 février 2017

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/8/1/Rev.1

Projets soumis au Conseil d'administration pour  
approbation

**Pour approbation**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Ouganda 200852

### *Assistance alimentaire en faveur des ménages vulnérables*

Coût (en dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	183 015 405	46 943 995	229 959 400
Transferts de type monétaire et coûts connexes	40 252 991	31 336 209	71 589 201
Développement et augmentation des capacités	18 477 667	-	18 477 667
Coût total pour le PAM	290 388 737	90 019 687	380 408 424

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

### Projet de décision\*

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire proposée de 90 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Ouganda 200852, "Assistance alimentaire en faveur des ménages vulnérables", ainsi que la prolongation de l'intervention pour une durée de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 (WFP/EB.1/2017/8/1/Rev.1).

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

#### Coordonnateurs responsables:

Mme V. Guarnieri  
Directrice régionale  
Afrique de l'Est et Afrique centrale  
courriel: [valerie.guarnieri@wfp.org](mailto:valerie.guarnieri@wfp.org)

M. El K. Daloum  
Directeur de pays  
courriel: [elkheldir.daloum@wfp.org](mailto:elkheldir.daloum@wfp.org)

## Nature de l'augmentation budgétaire

1. La présente révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Ouganda 200852 permet d'adapter l'intervention face à l'augmentation massive du nombre de réfugiés affluant en Ouganda depuis la flambée de violence qui a frappé le Soudan du Sud en juillet 2016. La révision permet aussi de prendre en compte la réduction des besoins associés aux ménages en situation d'insécurité alimentaire dans le Karamoja pour mettre les activités du PAM en phase avec l'expansion des programmes publics de filets de sécurité.
2. Les ajustements budgétaires correspondent aux éléments suivants:
  - ajout de 600 000 réfugiés supplémentaires qui auront besoin d'une assistance entre mars et décembre 2017;
  - réduction du nombre de bénéficiaires prévu dans le Karamoja;
  - augmentation des transferts de type monétaire dans les zones d'installation de réfugiés et dans le Karamoja; et
  - hausse des coûts associés et des coûts d'appui directs liés à l'ouverture d'un nouveau bureau de terrain chargé de coordonner les interventions en faveur des réfugiés.
3. La révision fait passer le nombre de bénéficiaires prévu de 1 086 000 à 1 413 000 et le budget global de 290,4 millions de dollars à 380,4 millions de dollars.

## Justification de l'augmentation budgétaire

### Résumé des activités en cours

4. Le PAM mène deux opérations en Ouganda: i) l'IPSR 200852, qui répond aux besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés, en s'appuyant sur des activités de secours et sur la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée, et aux besoins des ménages en situation d'insécurité alimentaire résidant dans le Karamoja, grâce au renforcement de leur résilience; et ii) le programme de pays 200894, qui épaulé les dispositifs publics relatifs à la santé, la nutrition et l'éducation s'agissant de prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments chez les enfants, de traiter et prévenir la malnutrition aiguë modérée, et d'améliorer les taux de scolarisation et d'assiduité. Les deux opérations sont cohérentes avec la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et la stratégie régionale dans ce domaine pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale.

## Conclusion et recommandations issues de la réévaluation

### Réfugiés

5. Les combats qui ont éclaté à Djouba en juillet 2016 se sont ensuite étendus à d'autres zones et ont provoqué l'exode de quelque 450 000 réfugiés sud-soudanais vers l'Ouganda, où le nombre de réfugiés a doublé.
6. En conséquence, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a procédé à la révision de son plan d'intervention en faveur des réfugiés sud-soudanais, dans lequel il estimait à 650 000 le nombre de Sud-Soudanais qui demanderaient asile à l'Ouganda avant la fin de 2016, et à 300 000 le nombre de leurs compatriotes qui les rejoindraient en 2017. Selon les données révisées, le HCR prévoit l'arrivée de 80 000 réfugiés supplémentaires provenant de la République démocratique du Congo en 2017, et indique qu'avant la fin de l'année l'Ouganda accueillera 925 000 réfugiés sud-soudanais et des centaines de milliers de réfugiés provenant d'autres pays.
7. Selon les estimations, 86 pour cent des arrivants sont des femmes et des enfants, et 64 pour cent ont moins de 18 ans<sup>1</sup>. Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes ont des besoins particuliers en matière de protection et de nutrition.

---

<sup>1</sup> HCR. 2016. *South Sudan Refugee Situation*, 26 November 2016. Kampala.

8. Au Soudan du Sud, la situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle est précaire: le conflit perturbe la production alimentaire et les marchés, réduisant considérablement les disponibilités vivrières. Parmi les personnes arrivées en 2016, les taux de malnutrition aiguë globale oscillaient entre 4,2 et 7,1 pour cent, augmentant vers la fin de l'année à mesure que la situation du pays se détériorait<sup>2</sup>. Dans les nouvelles zones d'installation, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les services d'hygiène ne sont pas conformes aux normes du projet Sphere, d'où un risque accru de malnutrition<sup>3</sup>.
9. Selon certaines études de marché, des denrées sont disponibles à des prix raisonnables dans la plupart des zones d'installation. Une analyse des transferts de type monétaire a montré qu'ils contribuaient à la dignité personnelle et à l'amélioration de la diversité du régime alimentaire; aucun effet préjudiciable n'a été relevé sur la dynamique des rapports à l'intérieur des ménages ou entre les hommes et les femmes<sup>4</sup>. Dans la plupart des ménages, les membres des deux sexes prennent conjointement les décisions relatives aux dépenses et donnent la priorité aux produits alimentaires. Selon une évaluation d'impact sur l'économie locale, chacun des ménages de réfugiés ayant reçu des espèces du PAM et une parcelle de terre du Gouvernement a généré chaque année 1 100 dollars de revenus supplémentaires sur les marchés locaux, dont 50 à 75 pour cent au bénéfice des communautés d'accueil, qui sont les principaux fournisseurs de biens et de services<sup>5</sup>.

### **Karamoja**

10. Dans cette sous-région, les taux de pauvreté avoisinent 75 pour cent<sup>6</sup>; jusqu'à récemment, l'insécurité et les conflits prédominaient<sup>7</sup>. On observe un degré élevé de marginalisation sociale et culturelle, et une dépendance de longue date à l'égard de l'aide extérieure. L'intégration des marchés est traditionnellement faible<sup>8</sup>. Les violences sexistes sont très répandues<sup>9</sup>. Compte tenu de l'isolement du Karamoja, l'accès aux services sociaux tels que l'éducation et la santé est limité.
11. La prévalence de la malnutrition aiguë et chronique demeure élevée: les taux de malnutrition aiguë globale et de retard de croissance sont respectivement de 11 pour cent et de 28 pour cent. Les principaux facteurs de la malnutrition sont l'insécurité alimentaire des ménages, les pratiques inadéquates d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, le manque de diversité du régime alimentaire et le taux de morbidité de 24 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans; la situation est encore aggravée par une qualité de l'eau, un assainissement et une hygiène médiocres<sup>10</sup>.
12. Certaines tendances positives se font néanmoins jour. L'apaisement des conflits et le recul de l'insécurité ces dernières années ont permis une amélioration des services publics, en particulier dans le domaine de la santé, et une expansion des programmes publics de filets de sécurité.
13. La Politique nationale de protection sociale de 2015 concrétise l'engagement du Gouvernement en faveur de la protection sociale et prévoit notamment l'expansion du soutien direct aux revenus, accordé aux personnes et aux ménages vulnérables au moyen de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre conduits au titre du troisième Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda, et l'octroi d'une subvention aux personnes âgées. Ces deux éléments centraux du système

---

<sup>2</sup> HCR, Ministère de la santé, Concern Worldwide et Action contre la faim. *Humanitarian Situation Update, October 2016*.

<sup>3</sup> HCR. 2016. *Emergency Update on the South Sudan Refugee Situation, 9–15 November 2016*. Kampala.

<sup>4</sup> PAM. 2016. *Comparative Analysis of the Effectiveness of Food Assistance Modalities in Refugee Settlements*. Kampala.

<sup>5</sup> PAM et Université de Californie, Davis. 2016. *Economic Impact of Refugee Settlements in Uganda, 2016*.

<sup>6</sup> FAO/PNUD/UNICEF/PAM. 2015. *Resilience Context Analysis*. Nairobi.

<sup>7</sup> L'insécurité est liée aux vols de bétail et aux conflits interethniques.

<sup>8</sup> PAM/UNICEF/Bureau du Premier Ministre. 2014. *Food Security and Nutrition Assessment in Karamoja*. Kampala.

<sup>9</sup> Voir: <http://www.monitor.co.ug/OpEd/Commentary/Gender-based-violence-biggest--threat-to-our/689364-2544854-ig40krz/index.html>.

<sup>10</sup> PAM/UNICEF/Bureau du Premier Ministre. 2016. *Food Security and Nutrition Assessment in Karamoja Region*, juillet 2016. Kampala.

ougandais de protection sociale font l'objet d'une montée en puissance<sup>11</sup>, ce qui réduit les besoins en matière d'assistance extérieure.

14. Une évaluation décentralisée menée récemment a montré que le programme Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) mis en œuvre par le PAM était cohérent avec l'objectif de développement durable 2, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en Ouganda et le cadre d'action national pour le nord de l'Ouganda. Il est ressorti de l'évaluation que les activités de création d'actifs avaient permis d'accroître la disponibilité en eau, y compris pendant la saison sèche, et contribué à la lutte contre les inondations et l'érosion des sols; en conséquence, le temps passé par les femmes à la corvée d'eau a été réduit et la production agricole, la sécurité alimentaire et les revenus tirés des ventes d'excédents ont progressé. Une évaluation réalisée en 2014 a souligné que les activités 3A avaient amélioré l'autonomie des femmes en leur permettant d'assumer des tâches habituellement réservées aux hommes. Les principaux effets directs ont été le renforcement de la sécurité alimentaire et des compétences, la génération d'avantages sociaux et économiques et l'amélioration de l'accès aux ressources; ces effets ont été particulièrement visibles dans les communautés agropastorales, comme celles du Karamoja, car les femmes y assument la plupart des tâches agricoles<sup>12</sup>.

### **Finalité de l'augmentation budgétaire**

#### ***Réfugiés***

15. Au titre de la révision du plan d'intervention en faveur des réfugiés réalisée par le HCR, le PAM fera passer le nombre de réfugiés bénéficiaires de 598 000 à 1 198 000 entre mars et décembre 2017.
16. Le PAM distribue des biscuits à haute teneur énergétique aux réfugiés qui arrivent aux postes-frontières, et des repas chauds et des aliments nutritifs spéciaux pour traiter la malnutrition aiguë modérée dans les centres d'accueil. Lorsque de nouveaux arrivants s'installent sur une parcelle de terre, le PAM leur fournit une ration mensuelle de légumes secs, d'huile végétale, de SuperCereal, de sel et de farine de maïs qui cuit rapidement et contribue ainsi à réduire la consommation de bois de chauffe tout en donnant aux femmes le temps d'installer leur famille. Pour prévenir la malnutrition aiguë pendant cette période à haut risque, le Programme fournit des aliments nutritifs spéciaux aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants âgés de 6 à 59 mois, dans le cadre d'une supplémentation alimentaire généralisée; après trois mois, les bénéficiaires de cette supplémentation passent à un programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) dans les zones d'installation, qui prévoit la distribution d'aliments nutritifs spéciaux et des activités de conseil sur l'alimentation et la nutrition des nourrissons et des jeunes enfants.
17. Lorsque les réfugiés sont installés, le PAM apporte une assistance mensuelle sous la forme de distributions générales de vivres ou de transferts de type monétaire. En complément des programmes de santé et de nutrition du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du HCR, le PAM fournit des aliments nutritifs spéciaux et dispense des conseils nutritionnels pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée dans le cadre de programmes de SNMI et d'activités de supplémentation alimentaire ciblée.
18. Le PAM collabore avec le groupe de travail chargé de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes pour veiller à ce que l'insécurité alimentaire n'aggrave pas les risques encourus par les personnes vulnérables. Il améliore les centres de distribution pour protéger les groupes vulnérables et développe les capacités des comités communautaires de gestion des vivres pour assurer la sûreté, la sécurité et l'organisation avisée des distributions.
19. Le HCR, le PAM et le Gouvernement ont réinstallé leurs bureaux de coordination à Arua, soit plus près des zones dans lesquelles la plupart des réfugiés arrivent et s'installent. Le bureau de terrain du PAM à Gulu continuera d'intervenir dans les zones d'installation situées à l'est du Nil.

---

<sup>11</sup> Le fonds cible 20 000 ménages vulnérables. La subvention sera versée à 400 000 personnes âgées par le biais de transferts familiaux.

<sup>12</sup> OEV/2013/007.

**Karamoja**

20. L'expansion des programmes publics de filets de sécurité dans le Karamoja permet au PAM de recentrer son action sur l'assistance technique, de nouvelles approches en matière de protection sociale et la mise en œuvre améliorée de ses propres programmes de filets de sécurité. Le PAM entend venir en aide à 33 084 ménages en situation d'insécurité alimentaire – soit 200 000 personnes – dans le cadre d'activités 3A; à mesure que la couverture des dispositifs publics de filets de sécurité s'élargira et que la sécurité alimentaire progressera, le PAM réduira le nombre de bénéficiaires directs. Les programmes d'alimentation scolaire et de nutrition menés par le PAM dans le cadre du programme de pays Ouganda 200894 demeurent inchangés.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ</b>						
<b>Activité</b>		<b>Effectifs actuels</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Chiffres révisés</b>		
		<b>Total</b>	<b>Total</b>	<b>Garçons/hommes</b>	<b>Filles/femmes</b>	<b>Total</b>
Distributions générales de vivres – réfugiés	Vivres	<b>398 000</b>	<b>200 000</b>	281 000	317 000	<b>598 000</b>
	Transferts de type monétaire	<b>200 000</b>	<b>400 000</b>	288 000	312 000	<b>600 000</b>
Moyens de subsistance – réfugiés	Réfugiés	<b>42 000</b>	-	21 000	21 000	<b>42 000</b>
	Communautés d'accueil	<b>18 000</b>	-	9 000	9 000	<b>18 000</b>
Programme de supplémentation alimentaire ciblée – réfugiés	Enfants âgés de 6 à 23 mois	<b>14 000</b>	<b>4 000</b>	8 500	9 500	<b>18 000</b>
	Enfants âgés de 24 à 59 mois	<b>14 000</b>	<b>4 000</b>	8 500	9 500	<b>18 000</b>
	Femmes enceintes et mères allaitantes et autres	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	6 000	6 500	<b>12 000</b>
SNMI – réfugiés	Enfants âgés de 6 à 23 mois	<b>65 000</b>	<b>55 000</b>	56 000	63 000	<b>120 000</b>
	Femmes enceintes et mères allaitantes	<b>35 000</b>	<b>27 000</b>	-	62 000	<b>62 000</b>
Programme de supplémentation alimentaire généralisée – réfugiés	Enfants âgés de 6 à 23 mois	-	<b>30 000</b>	14 000	16 000	<b>30 000</b>
	Enfants âgés de 24 à 59 mois	-	<b>30 000</b>	14 000	16 000	<b>30 000</b>
	Femmes enceintes et mères allaitantes	-	<b>16 000</b>	-	16 000	<b>16 000</b>
<b>Total, réfugiés*</b>		<b>616 000</b>	<b>600 000</b>	<b>578 000</b>	<b>638 000</b>	<b>1 216 000</b>
Activités 3A – Karamoja	Vivres	<b>400 000</b>	<b>(301 000)</b>	49 000	50 000	<b>99 000</b>
	Transferts de type monétaire	<b>71 000</b>	<b>28 000</b>	49 000	50 000	<b>99 000</b>
<b>Total, Karamoja*</b>		<b>470 000</b>	<b>(273 000)</b>	<b>98 000</b>	<b>100 000</b>	<b>197 000</b>
<b>TOTAL*</b>		<b>1 086 000</b>	<b>327 000</b>	<b>676 000</b>	<b>738 000</b>	<b>1 413 000</b>

\* Bénéficiaires uniques, hors chevauchements. Les sommes peuvent être différentes, les chiffres ayant été arrondis.

21. Le PAM s'emploie à mettre en place des transferts de type monétaire et à en amplifier l'utilisation dans les zones d'installation des réfugiés et dans le Karamoja, et il prévoit d'atteindre 700 000 bénéficiaires d'ici à la fin de 2017. Avant d'accroître le nombre de bénéficiaires de ces transferts, il procédera à des études de marché supplémentaires pour s'assurer que les acteurs sur les marchés et les prestataires de services ont les capacités voulues pour satisfaire la demande. La valeur des transferts effectués dans les zones d'installation demeure inchangée et le PAM continue de suivre l'évolution des prix du marché pour veiller à ce que les montants des transferts soient suffisants. Le PAM surveillera aussi les marchés et effectuera un suivi post-distribution pour s'assurer que les transferts sont appropriés et que les marchés fonctionnent comme il faut. Il se servira des informations concernant les marchés et les bénéficiaires pour déterminer le rythme à donner à l'amplification des transferts de type monétaire, et il ajustera les modalités de transfert selon qu'il conviendra. Dans le Karamoja, la valeur des transferts destinés aux bénéficiaires des activités 3A est ajustée en fonction des prix au détail des vivres, et elle a été portée à 1,7 dollar par personne et par jour pour 14 jours de travail trois fois par an.

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES QUOTIDIENNES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE RÉVISÉS, PAR ACTIVITÉ (en grammes ou en dollars par personne et par jour)**

	Réfugiés arrivants					Karamoja
	Aux postes-frontières	Programme de supplémentation alimentaire ciblée – enfants âgés de 6 à 59 mois dans les centres d'accueil	Programme de supplémentation alimentaire ciblée – femmes enceintes et mères allaitantes dans les centres d'accueil	Programme de supplémentation alimentaire généralisée – enfants âgés de 6 à 59 mois dans les zones d'installation	Programme de supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes dans les zones d'installation	Activités 3A – transferts de type monétaire
Plumpy Sup		92				
Plumpy Mum			92			
SuperCereal Plus				200		
SuperCereal					229	
Huile					25	
Sucre					15	
Biscuits à haute teneur énergétique	400					
Transferts de type monétaire						1,7
<b>TOTAL</b>	<b>400</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>200</b>	<b>269</b>	
Total kcal/jour	1 800	515	500	787	1 140	
% kcal d'origine protéique	11					
% kcal d'origine lipidique	30					
Nombre de jours d'alimentation par an	1	14*	14*	90**	90**	42

\* Les bénéficiaires du programme de supplémentation alimentaire ciblée vivant dans les centres d'accueil continuent d'en bénéficier lorsqu'ils rejoignent une zone d'installation jusqu'à ce que leur prise en charge prenne fin. La ration fournie dans les zones d'installation au titre du programme de supplémentation alimentaire ciblée est la même que celle distribuée dans le cadre de l'IPSR 200852.

\*\* Les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient pendant trois mois d'un programme de supplémentation alimentaire généralisée, puis passent à des programmes de SNMI dans les zones d'installation.

## Besoins en produits alimentaires

22. Le Gouvernement fournit une parcelle de terre à tous les réfugiés qui arrivent et leur accorde le droit de se déplacer, de travailler et de créer une entreprise. Au fil du temps, la plupart des réfugiés sont moins tributaires de l'assistance alimentaire, et le PAM réduit son appui en conséquence. Les réfugiés qui vivent dans une zone d'installation depuis moins de trois ans reçoivent une ration complète équivalente à 2 100 kilocalories par personne et par jour, ou un transfert de type monétaire qui leur permet d'acquérir des produits alimentaires d'une valeur similaire. Les réfugiés arrivés depuis trois à cinq ans reçoivent une demi-ration ou l'équivalent en espèces; ceux qui sont arrivés depuis plus de cinq ans ne reçoivent pas d'assistance alimentaire.
23. Les ménages de réfugiés extrêmement vulnérables reçoivent une ration complète ou l'équivalent en espèces, quelle que soit leur durée de résidence.

Activité	Vivres/ transferts de type monétaire	Besoins en produits alimentaires ( <i>en tonnes</i> )/ transferts de type monétaire ( <i>en dollars</i> )		
		Chiffres actuels	Augmentation/ (baisse)	Total révisé
Distributions générales de vivres – réfugiés	Vivres	191 763	69 412	261 175
Programme de supplémentation alimentaire ciblée – enfants réfugiés âgés de 6 à 59 mois	Vivres	1 280	1 768	3 048
Programme de supplémentation alimentaire ciblée (réfugiés – femmes enceintes et mères allaitantes)	Vivres	426	818	1 244
SNMI – enfants réfugiés âgés de 6 à 23 mois	Vivres	5 578	4 012	9 590
SNMI (réfugiés – femmes enceintes et mères allaitantes)	Vivres	6 744	2 881	9 625
Programme de supplémentation alimentaire généralisée – enfants réfugiés âgés de 6 à 59 mois	Vivres	-	990	990
Programme de supplémentation alimentaire généralisée (réfugiés – femmes enceintes et mères allaitantes)	Vivres	-	346	346
Activités 3A – Karamoja	Vivres	54 818	(13 193)	41 625
<b>Total, produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)</b>		<b>260 609</b>	<b>67 034</b>	<b>327 643</b>
Distributions générales de vivres – transferts de type monétaire en faveur des réfugiés	Transferts de type monétaire	29 926 823	28 656 949	57 583 772
Activités 3A – transferts de type monétaire dans le Karamoja	Transferts de type monétaire	6 995 682	(1 434 896)	5 560 786
<b>TOTAL, TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>en dollars</i>)</b>		<b>36 922 505</b>	<b>27 222 053</b>	<b>64 144 558</b>

**Évaluation des risques et planification des mesures de préparation**

24. Compte tenu de l'escalade du conflit au Soudan du Sud, le nombre de réfugiés en Ouganda pourrait dépasser la capacité d'accueil du pays, et remettre en cause sa politique tolérante à l'égard des réfugiés. Une modification de la politique conduisant à accueillir les nouveaux arrivants dans des camps aurait pour résultat de saper l'autonomie des réfugiés et de prolonger leur dépendance à l'égard de l'assistance.



## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DU PROJET</b>			
	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
<b>Produits alimentaires</b>			
Céréales	39 651	15 618 743	
Légumes secs	6 583	4 133 966	
Huile et matières grasses	3 562	3 134 578	
Aliments composés et mélanges	16 406	10 774 509	
Autres	832	208 808	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>67 034</b>	<b>33 870 605</b>	
Transport extérieur		685 101	
Transport terrestre, entreposage et manutention		8 400 127	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		3 988 162	
<b>Produits alimentaires et coûts connexes<sup>1</sup></b>		<b>46 943 995</b>	
Transferts de type monétaire		27 222 053	
Coûts connexes		4 114 157	
<b>Transferts de type monétaire et coûts connexes</b>			<b>31 336 209</b>
Coûts opérationnels directs			78 280 204
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) <sup>2</sup>			5 850 344
<b>Total des coûts directs du projet</b>			<b>84 130 549</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			5 889 138
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>90 019 687</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

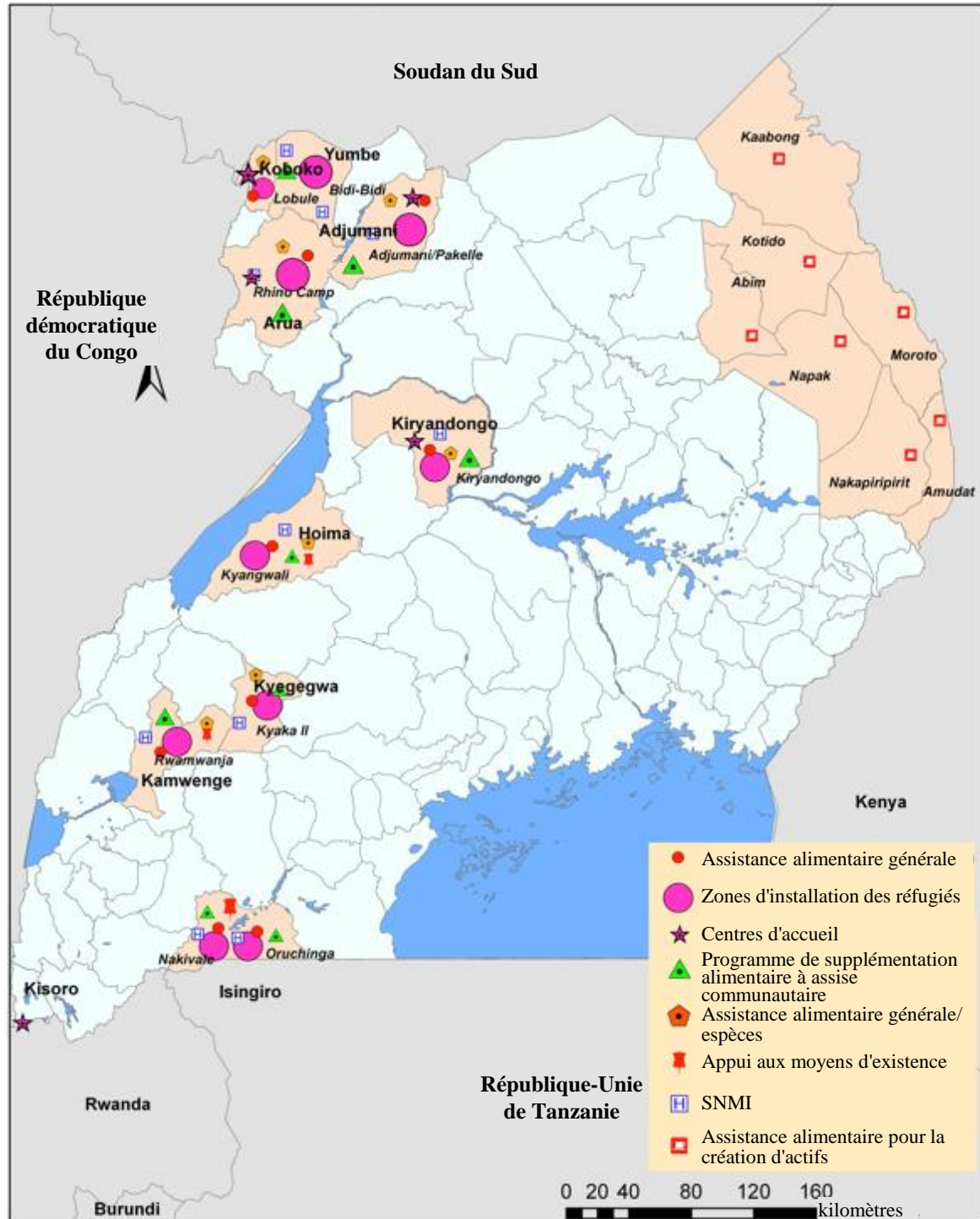
<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs	683 050
Agents des services généraux	1 878 744
<b>Total partiel</b>	<b>2 561 794</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et autres</b>	<b>793 000</b>
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>425 000</b>
<b>Sécurité</b>	<b>475 000</b>
<b>Voyages et transport</b>	<b>1 145 550</b>
<b>Études préalables, évaluations et suivi<sup>1</sup></b>	<b>450 000</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>5 850 344</b>

---

<sup>1</sup> Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

## ANNEXE II

## IPSR Ouganda 200852



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance